



International Coffee Organization
Organización Internacional del Café
Organização Internacional do Café
Organisation Internationale du Café

ED 1959/05

1 juillet 2005
Original : anglais

F

**Communication de l'OIC au Sommet du
G-8, Gleneagles (Écosse), 6 – 8 juillet 2005**

Le Directeur exécutif présente ses compliments aux Membres et joint, à titre d'information, la communication de l'OIC au Sommet du G-8 qui aura lieu à Gleneagles (Écosse) du 6 au 8 juillet 2005, ainsi que la lettre qui a été envoyée au Premier Ministre du Royaume-Uni, Monsieur Tony Blair.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFÉ

17 juin 2005

Monsieur le Premier Ministre
10 Downing Street
Londres SW1

Monsieur le Premier Ministre,

Je souhaite en premier lieu vous féliciter à l'occasion de votre prise de fonction à la Présidence de l'Union européenne et saluer vos initiatives et le rôle moteur que vous jouez dans la recherche de conditions de vie meilleures pour les pays en développement, en faisant une large place à l'Afrique.

Je crois savoir que les questions liées au développement feront l'objet de débats approfondis lors du Sommet du G-8 qui aura lieu le mois prochain en Ecosse. Le problème de la dette extérieure touche les pays les moins développés et je me félicite des progrès faits pour annuler cette dette.

L'une des questions importantes en matière de balance des paiements concerne les recettes d'exportation potentielles des pays en développement. Le café est une source nationale très importante de recettes d'exportation et de revenus pour les caféiculteurs de nombreux pays pauvres. En 2000, des pays comme le Burundi, l'Éthiopie et le Rwanda étaient tributaires du café à hauteur de plus de 50% de leurs recettes d'exportation totales et la chute des prix du café entre 2000 et 2004, qui n'a été que partiellement corrigée à la fin de l'année dernière, a été à l'origine de graves problèmes économiques dans ces pays et dans de nombreux autres pays, notamment d'une exacerbation de la pauvreté dans de nombreuses régions.

L'Organisation internationale du Café (OIC) rassemble 74 pays Membres, dont 30 Membres importateurs, y compris tous les Membres de l'Union européenne, le Japon, la Norvège, la Suisse et les États-Unis, et 44 Membres exportateurs d'Afrique, Asie et Amérique latine.

En conjonction avec le Fonds commun pour les produits de base, l'OIC a parrainé plusieurs projets de mise en valeur du secteur du café en Afrique et dans d'autres pays producteurs de café. L'Organisation étant un centre de coordination pour les décideurs de la communauté mondiale du café, je souhaite saisir cette occasion pour mettre l'accent sur l'assistance que l'OIC peut fournir pour canaliser les projets sur le café dans des domaines comme la valeur ajoutée, l'amélioration de la qualité et les progrès techniques. Il est clair que notre Organisation peut jouer un rôle très important en participant à des actions qui renforceront la capacité économique de beaucoup de pays en développement.

En conséquence, je souhaite soumettre la note ci-jointe sur les priorités en matière de café, pour l'information des participants au Sommet du G-8.

Veillez recevoir, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Néstor Osorio



International Coffee Organization
Organización Internacional del Café
Organização Internacional do Café
Organisation Internationale du Café

Londres, le 17 juin 2005

MESURES POUR ÉVITER D'AUTRES CRISES DU CAFÉ

*Néstor Osorio, Directeur exécutif de l'Organisation internationale du Café (OIC)
Communication au Sommet du G-8, Gleneagles (Écosse), juillet 2005*

La crise du café

1. En juin 2003, j'ai soumis une brève communication au Sommet du G-8 d'Évian dans laquelle j'indiquais que les prix du café avaient atteint leur niveau le plus bas depuis deux ans et demi et que, dans de nombreux pays, ils ne suffisaient plus à couvrir les coûts de production. Je soulignais que cette situation était à l'origine de conditions sociales et économiques très difficiles dans de nombreux pays en développement. Malheureusement, cette situation n'a évolué que dans le sens d'une légère correction des prix à la hausse à la fin de 2004.
2. Pour plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine largement tributaires du café pour une grande partie de leurs exportations, on a estimé que les pertes des recettes du café ont été supérieures au total de l'aide fournie. D'une manière générale, la crise des prix du café a accru la pauvreté et l'agitation sociale, incité à cultiver des drogues illégales, et fait augmenter le chômage rural et l'émigration illégale dans de nombreux pays en développement.
3. Le pari reste d'élaborer des politiques et des mesures visant à éviter le retour du déséquilibre entre l'offre et la demande à l'origine de la crise. Eu égard à la persistance de l'importance économique du café et dans le cadre de l'analyse présentée dans le rapport de la Commission pour l'Afrique, j'estime qu'il s'agit d'une question vitale pour le développement durable.

Politiques visant à mettre en place des solutions durables

4. La recherche de stratégies visant à éviter le retour des problèmes rencontrés entre 2000 et 2004 doit intégrer l'acceptation du fait que, dans de nombreuses zones de caféiculture, il existe des obstacles importants qui gênent la création d'autres activités économiques. Ces obstacles sont dus à des facteurs environnementaux et infrastructurels, à la nature pérenne du caféier qui produit généralement sa première récolte 3 à 4 ans après avoir été planté, et aux limitations d'accès aux marchés pour d'autres cultures viables. Les politiques de libéralisation du marché mises en œuvre au cours des 15 dernières années ont, dans de nombreux cas, accentué la dépendance de beaucoup de pays en développement à l'égard des produits de base, particulièrement dans la mesure où, comme évoqué précédemment, les options de diversification sont entravées par des difficultés d'accès aux

marchés pour d'autres produits agricoles et industriels. Par conséquent, si une approche axée sur le marché est présentée comme le meilleur moyen de garantir une affectation optimale des ressources pour les produits de base, il faut faire preuve de cohérence et encourager la levée des mesures protectionnistes contraires aux lois du marché et employées par de trop nombreux pays, car elles entravent l'accès aux marchés et font obstacle aux options de diversification ouvertes aux caféiculteurs. C'est l'une des raisons pour lesquelles une conclusion heureuse du cycle de Doha est si importante.

5. Il est indubitable qu'il est maintenant impératif de garantir l'avenir du café en donnant la priorité à la question de la viabilité économique, c'est-à-dire en veillant à ce que la production du café ne se fasse pas à perte pour les caféiculteurs. Bien entendu, on peut argumenter qu'il faudrait concentrer la production dans quelques régions ou pays qui présentent de nets avantages comparatifs mais, en dehors des énormes coûts sociaux d'une telle approche, il faudrait compter avec une importante chute potentielle de la qualité et de la variété qui pourrait constituer une menace potentiellement grave pour la durabilité de la consommation.

6. J'insiste sur le fait que l'objectif essentiel est de mettre en place des mesures favorisant l'équilibre du marché. En fait, de nombreux projets et initiatives spécifiques ne peuvent réussir que si l'équilibre du marché maintient les prix à des niveaux qui permettent d'absorber leur coût. Il faut répéter que la viabilité économique est vitale pour les caféiculteurs en raison de l'absence actuelle d'autres activités viables dans de nombreuses régions de caféiculture et des coûts sociaux associés au démantèlement de ce secteur.

7. Très peu de mesures axées sur le marché peuvent régler le problème de l'équilibre entre l'offre et la demande. En ce qui concerne l'offre, les mesures ci-après peuvent être prises :

- a) tirer les leçons de la crise du café pour sensibiliser les organes nationaux et internationaux aux dangers qu'il y a d'engager des projets ou des programmes qui augmentent encore l'offre sans se soucier d'une croissance correspondante de la demande ;
- b) œuvrer pour augmenter les bénéfices des produits du café à valeur ajoutée comme le café haut de gamme ou le café biologique, plutôt que les exportations traditionnelles de café ordinaire ; et
- c) donner accès au financement pour une diversification de la production chaque fois que cela est possible, notamment en ce qui concerne la sécurité alimentaire et l'approvisionnement du marché intérieur.

8. En œuvrant à établir un équilibre du marché, il est également essentiel de reconnaître la nécessité d'une mise en valeur du marché afin d'augmenter la demande tout en constatant que les projets bénéficiant à la chaîne d'approvisionnement devraient inclure des mesures entre le producteur et l'exportateur mais également entre le producteur et le consommateur, notamment :

- a) soutien au Programme d'amélioration de la qualité du café de l'OIC et aux autres projets sur la qualité afin de mieux faire apprécier le café et d'en augmenter la consommation ;
- b) mesures coordonnées par l'OIC visant à augmenter la consommation du café dans les pays producteurs de café, qui devraient avoir plusieurs effets positifs comme l'ouverture d'un nouveau créneau de marché, l'accroissement de la

sensibilisation des producteurs aux préférences des consommateurs, la stimulation des petites et moyennes entreprises, etc. ainsi que l'augmentation de la demande ;

- c) mesures de l'OIC visant à mieux faire connaître et apprécier café dans les marchés émergents importants comme la Chine, où (comme cela est généralement le cas dans les pays producteurs également) le secteur privé n'est pas assez puissant ou coordonné pour engager le type d'action nécessaire sans assistance ; et
- d) protection des niveaux de consommation dans les marchés traditionnels au moyen du maintien de la qualité, du développement de créneaux du marché et de la diffusion d'information positive et objective sur les bienfaits du café pour la santé.

9. Des programmes de mise en valeur du marché comme ceux évoqués précédemment sont acceptables par la plupart des éléments de la communauté du café, notamment le secteur privé, qui a déjà travaillé avec succès avec l'OIC dans le passé autour de telles activités. Il est temps que les institutions multilatérales de financement et les gouvernements bailleurs de fonds le reconnaissent. Dans les institutions multilatérales et nationales, des sommes importantes sont réservées pour des projets de mise en valeur, mais rien n'est actuellement prévu pour le type d'initiatives du secteur du café évoqué ci-dessus. Il est temps que cela change. Si la gestion directe de l'offre n'est pas possible et que la diversification est difficile, des actions en faveur de la mise en valeur du marché et de l'amélioration de la qualité sont généralement acceptables, et des mesures visant à affecter des fonds à de tels projets doivent être prises sans tarder. Dans une optique différente, toute augmentation future de la production ne devrait être générée que par une augmentation correspondante de la demande.

10. Cette question met en valeur le nouveau rôle des organismes internationaux de produits comme l'OIC dans le contexte d'un véritable partenariat entre pays développés et pays en développement, dans la mesure où ces organismes sont des instances uniques où toutes les parties prenantes sont représentées de façon équitable et où les besoins et priorités des principaux intervenants peuvent être pleinement représentés. L'OIC a prouvé qu'elle était un instrument efficace pour canaliser les ressources vers des projets liés à des domaines comme la valeur ajoutée, l'amélioration de la qualité et la diffusion des progrès technologiques. Notre méthode de recherche d'un équilibre durable du marché ne consiste pas à intervenir sur le marché mais à agir sur les variables qui le déterminent.

11. J'appelle donc les dirigeants du G-8 à apporter leur soutien aux orientations évoquées précédemment et à veiller à ce qu'elles soient transmises aux bailleurs de fonds multilatéraux et aux agences d'aide au développement.